

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Origines-du-Terrorisme-d-Etat-en-Argentine-Les-influences-francaises-dans-la-formation-des-militaires-argentins-1955-1976>

Origines du Terrorisme d'État en Argentine Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976)

Date de mise en ligne : jeudi 6 février 2020

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Description :

Origines du Terrorisme d'État en Argentine. Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976)... Mario Ranalletti

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Revenant sur le délicat dossier de l'influence des militaires français sur l'armée argentine et, en particulier, sur les putschistes de 1976, Mario Ranalletti explore les racines intellectuelles de cette histoire commune. Plus profondément que l'échange de quelques individus ou l'envoi de quelques formateurs, l'influence française fut d'abord celle d'une école de pensée catholique dont le radicalisme religieux allait de pair avec un extrémisme politique caractérisé par l'anticommunisme et la défense d'une prétendue « civilisation occidentale et chrétienne ». À son contact, les militaires apprirent plus qu'une technique : ils adoptèrent une doctrine justifiant leur place dans la société et leurs actions pour le bien de celle-ci. La fin du régime, en 1983, ne mit pas définitivement terme à cette interprétation.

Paru dans [Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2010/1 \(n° 105\)](#), pages 45 à 56.

<https://doi.org/10.3917/ving.105.0045>" class='spip_out' rel='external'>[Cairn.info](#), le 1er janvier 2010

Les cas d'implication de militaires dans des situations où le respect des droits de l'Homme était subordonné à des raisons politiques ou stratégiques ont été, malheureusement, assez courants pendant « l'âge des extrêmes », heureuse formule due à Eric Hobsbawm pour caractériser le 20e siècle. Que ce soit pendant les deux dernières guerres coloniales françaises, dans le Chili d'Augusto Pinochet ou le Rwanda des années 1990, l'emploi de la torture, l'assassinat des prisonniers et la disparition forcée des personnes sont devenus des armes et des méthodes de combat tenues pour légitimes dans certaines conditions.

L'Argentine n'a pas été épargnée par la manifestation, au sein de ses forces armées, de pratiques outrageant la condition humaine. En prétendant livrer une « guerre » destinée à assurer la survie de la « civilisation occidentale et chrétienne » en Argentine, les individus impliqués dans le terrorisme d'État (des militaires, pour la plupart) ont asservi des milliers de personnes pour remporter ce combat. Comment cela a-t-il été rendu possible ? Comment des professionnels de la guerre en sont-ils arrivés à penser que torturer à mort des prisonniers, y compris des enfants et des femmes enceintes, était une manière légitime de « défendre la civilisation occidentale et chrétienne » contre le « communisme international » ? L'une des réponses réside dans la formation reçue par les militaires argentins au cours des années 1955-1976 : durant cette période, ils ont été endoctrinés de façon à être transformés en « guerriers de Dieu ».

En effet, l'un des principes du terrorisme d'État pratiqué en Argentine est la justification des violences extrêmes exercées contre les détenus politiques au moyen de préceptes censément fondés sur la religion catholique. Le colonel, sociologue et consultant pour les Nations Unies Prudencio García a signalé que ces actes aberrants ont été pour partie le résultat d'un long processus d'endoctrinement « réactionnaire et antilibéral [1] », qui a pris un poids démesuré sur la formation strictement professionnelle des militaires argentins pendant la guerre froide.

Le point central de l'endoctrinement subi par les militaires argentins pendant la période 1955-1976 est la déshumanisation de l'ennemi, qui fait de lui un représentant du Mal. Il résulte des contacts entre les catholicismes intransigeants argentin et français, ce dernier étant en plein essor du fait de son engagement aux côtés des défenseurs de l'« Algérie française ». Suivant Émile Poulat et Étienne Fouilloux, nous pensons mieux définir le cas argentin en utilisant le terme de catholicisme « intransigeant », plutôt qu'« intégriste » ou « traditionaliste », étant donné que l'intransigeance devant le progrès de la modernité est la caractéristique la plus marquante de cette partie

du catholicisme argentin [2]

Cet endoctrinement résulte en grande partie des rapports entretenus par le milieu militaire argentin avec des groupes et des individus tels que [La Cité catholique](#) et sa filiale argentine, [Jean Ousset](#), [Carlos Sacheri](#), [Jordán Bruno Genta](#), l'abbé [Julio Meinvielle](#) ou la [Congrégation des coopérateurs paroissiaux du Christ-roi](#). Tous ont apporté leur contribution, afin de convaincre les soldats et les officiers de la « menace subversive » qui pesait sur les racines hispaniques, occidentales et chrétiennes d'une Argentine qu'on imaginait sur le point de sombrer dans « l'enfer » du communisme. Ces formateurs pensaient qu'il fallait préparer les militaires pour faire face à une prise du pouvoir imminente du « communisme international » et de ses alliés locaux. Dans le cadre de cet endoctrinement, toute forme de contestation de l'autorité ou tout mouvement plus ou moins égalitariste ou réformiste devenait une manifestation de la progression communiste dans le pays.

L'un des aspects les moins étudiés des relations entre le catholicisme intransigeant et l'armée de terre argentine est l'influence exercée par des oeuvres françaises. Nous étudions ici l'influence de l'oeuvre laïque La Cité catholique et de la Congrégation des coopérateurs paroissiaux du Christ-roi. Ceux-ci ont installé des antennes en Argentine et ont réussi à s'insérer dans le milieu militaire, en profitant des liens existants entre celui-ci et leur courant, ainsi qu'entre les catholicismes français et argentins. En outre, les anciens collaborationnistes et criminels de guerre français réfugiés en Argentine rejoignent le réseau des catholiques intransigeants installé dans le milieu militaire argentin [3]. Ces influences françaises ont contribué de manière décisive au développement d'une interprétation de la guerre froide en termes de « choc des civilisations » dans ce milieu. Par ce biais, l'affrontement entre les blocs capitaliste et communiste prenait une dimension religieuse qui coïncidait avec les racines historiques de la « mentalité » militaire.

Dans cet article, nous nous intéressons à quelques-uns des acteurs du processus d'endoctrinement imposé aux militaires argentins. Une première partie est consacrée à l'étude du rôle joué par des éléments inscrits dans la mouvance catholique intransigeante dans la formation politique, morale et idéologique des militaires argentins, notamment dans le cas de l'armée de terre. La deuxième partie porte sur un second axe de cet endoctrinement, constitué par l'implantation en Argentine de la doctrine de guerre révolutionnaire, point saillant de la pensée militaire française à l'époque de la guerre d'Algérie. Nous espérons ainsi approfondir la connaissance des sources qui ont inspiré, d'une part, le terrorisme d'État appliqué en Argentine à partir de 1976 et, d'autre part, sa légitimation en tant que « guerre juste ».

Le catholicisme intransigeant

Les années comprises entre le renversement du deuxième gouvernement Perón (septembre 1955) et l'installation de la dernière dictature militaire (mars 1976) constituent une époque d'instabilité et de violence croissantes. La proscription du péronisme (parti politique majoritaire, mais interdit entre 1955 et 1973), l'intervention directe et continue des militaires en politique, la montée des inégalités sociales et l'émergence, à la fin des années 1960, de puissantes guérillas (marxistes et péronistes) mettent en évidence la fracture sociale qui s'est peu à peu produite autour de la figure du général Perón, de son projet politique et social et de ses partisans [4].

La formation des militaires s'accomplit donc dans un climat de convulsion sociale, politique et économique. Or ceux qui en ont la charge ajoutent une dimension religieuse à l'interprétation des problèmes qui ébranlent la société argentine. C'est pendant cette période que sont formés les officiers qui, en 1976, assument les responsabilités les plus importantes dans la mise en place du dispositif du terrorisme d'État : les capitaines, les lieutenants et les commandants de 1955-1962 sont les généraux de 1976. En parallèle, dans les milieux professionnels et les lieux de sociabilité fréquentés par les militaires, cette instabilité est interprétée comme le signe d'une « agression du communisme international » contre le pays, dans le cadre d'une « troisième guerre mondiale » non déclarée et en cours depuis les accords de Yalta.

La forte présence du catholicisme intransigeant dans l'armée de terre n'était pas une nouveauté à cette époque. Depuis la professionnalisation des militaires au début du 20e siècle, la présence d'éléments appartenant à ce courant du catholicisme avait été ininterrompue [5]. Que ce soit comme enseignants, conseillers spirituels, aumôniers, formateurs ou assesseurs dans les écoles militaires, ces catholiques ont réussi à orienter l'action politique des militaires en Argentine et à « coloniser » leur formation morale. Il s'agit de laïcs et de religieux inflexibles face à toute modernisation et sécularisation des mœurs, interprétées comme des signes de la perte d'influence politique de l'Église catholique. Dans le même sens, l'atténuation des inégalités sociales n'est pour eux qu'un faux égalitarisme derrière lequel se cache la « subversion », ennemie mortelle non du capitalisme, mais des catholiques et de leur religion. Ils ont ainsi diffusé dans le milieu militaire un fondamentalisme qui considère toute forme de laïcisation comme une attaque contre la religion et l'Église. Comme les intégristes, les catholiques intransigeants amalgament religion et politique ; ils sont convaincus, comme l'avait dit Antoine Blanc de Saint-Bonnet, que « toute erreur politique est une erreur théologique réalisée [6] ».

Le rôle de l'abbé Meinvielle

Peu d'ecclésiastiques ont eu une présence aussi marquante et prolongée dans le monde militaire argentin que l'abbé Julio Ramón Meinvielle (1905-1973). Avec l'écrivain Gustavo Martínez Zuviría, plus connu sous son nom de plume « Hugo Wast », l'abbé Meinvielle a été l'un de plus importants porte-parole de l'antisémitisme catholique argentin du 20e siècle. De son long parcours, il faut retenir ses contributions dans les journaux d'extrême droite *Balcón*, *Crisol* et *Sol y Luna*, sa participation dans le volet sud-américain de la campagne contre Jacques Maritain [7], son engagement dans les groupes argentins solidaires du franquisme pendant la guerre civile espagnole (1936-1939) et son rôle comme conseiller des groupes extrémistes Tacuara et Guardia restauradora nacionalista ?* [8]. Le « père Julio », comme l'appelaient ses disciples, a toujours subordonné la politique à la défense de quelques principes philosophiques qui avaient déjà cessé d'être applicables à l'Argentine du 20e siècle/ [9]. Pour une bonne partie du catholicisme argentin, l'abbé Meinvielle joua un rôle phare : ses cours, ses messes et les paroisses où il exerçait son sacerdoce ont été des lieux de passage obligés pour ces jeunes gens qui désiraient donner une coloration « catholique » à leur vocation politique contre-révolutionnaire [10].

En 1932, à l'âge de 27 ans, l'abbé Meinvielle rejoint comme enseignant les Cours de culture catholique, l'une des expériences les plus importantes du 20e siècle en matière de formation politique et culturelle placées sous le signe du catholicisme. C'est là que débute la longue relation de ce prêtre avec le milieu militaire. L'abbé Meinvielle y occupe la chaire Dogme et se sert de cette fonction pour cautionner ses élèves militaires, en leur expliquant qu'ils ont, lors du putsch de septembre 1930, « sauvé la nation » des « excès » commis par le peuple pendant la première période démocratique vécue par le pays (1916-1930)/ [11]. Tiré de ses cours, son ouvrage *Concepción católica de la política ?/ [12]* devient l'un des classiques de la pensée contre-révolutionnaire argentine et l'un des livres de chevet de nombreux membres de l'armée de terre. Ce texte, toujours présent dans les bibliographies des enseignements donnés dans les écoles militaires, fait l'objet de lectures informelles, après les cours et lors des réunions extérieures aux casernes. Voici un autre des points forts de l'endoctrinement : sa capacité de se projeter au-delà du cadre de l'enseignement formel.

À partir de 1945, l'abbé Meinvielle « découvre » une nouvelle menace, qui met en péril l'Argentine en tant que « nation catholique » et qu'il met très vite en relation avec d'autres dangers : le péronisme. D'après lui, entre 1946 et 1955, le général Perón est parvenu à déstructurer un ordre présumé « naturel », en octroyant aux travailleurs et aux femmes une place tout à fait contraire à « la volonté de Dieu », ouvrant ainsi la voie au communisme. L'expérience péroniste a semé le doute spirituel parmi les travailleurs, soutient l'abbé Meinvielle, et les gens du peuple ne reconnaissent plus ni Dieu ni patron/ [13]. Pour ce religieux, Juan Domingo Perón (voulant imposer des conditions à l'épiscopat argentin) et les péronistes étaient devenus des ennemis de l'Église catholique, alliés au « communisme international » et incarnation de Satan sur terre. Considérer le réformisme propre au péronisme comme un raccourci vers l'implantation d'un système communiste en Argentine constitue l'une des contributions les plus importantes de

l'abbé Meinvielle à la formation militaire argentine [14].

Le poids de l'extrême droite

Cet amalgame est très vite repris par les membres de l'extrême droite, notamment celle qui plonge ses racines dans le catholicisme. C'est le cas du professeur de lycée Jordán Bruno Genta, devenu l'un des maîtres à penser des militaires argentins. Le rapport avec le milieu militaire de cet anarchiste converti au catholicisme à l'âge de 31 ans semble remonter au coup d'État de septembre 1930 ?/ [15]. Pour Jordán Bruno Genta, la nature de la profession est le service de Dieu et de la religion catholique [16]. Son fanatisme en matière religieuse n'a d'égal que son mépris pour la démocratie et toute forme de manifestation de la souveraineté populaire/ [17]. Ces premiers pas comme formateur sont des conférences au Cercle militaire, où il explique aux officiers en service et à la retraite que les hommes politiques ont perdu le droit de présider aux destinées de la nation et que le seul « corps vertueux » qui reste à l'Argentine est l'armée/ [18]. Ces interprétations se radicalisent encore lors du coup d'État du 4 juin 1943, auquel il participe comme l'un des rares conseillers civils auprès des officiers putschistes réunis dans la loge secrète connue sous le nom de G.O.U. (Groupe oeuvre unification)/ [19]. Notons que le « cerveau » de ce rassemblement et du coup d'État militaire est Juan Domingo Perón, alors jeune colonel d'artillerie, encore inconnu à l'époque. L'engagement de Jordán Bruno Genta est récompensé par sa désignation à la tête d'une université de province, l'Université nationale du Littoral. Une fois en place, il estime nécessaire de procéder à un « nettoyage » de tous les « réformistes », « juifs » et « communistes » qui « empoisonnent », selon lui, l'enseignement supérieur. À peine deux mois plus tard, le professeur Genta est limogé en raison du scandale que provoque sa politique : à la rentrée 1943, à cause des expulsions qu'il avait décidées, il n'y avait plus assez d'enseignants pour assurer les cours/ [20].

Avec l'arrivée du général Perón au pouvoir en 1946, Jordán Bruno Genta, exclu à jamais de la fonction publique, commence une longue traversée du désert. Il se replie sur l'éducation confessionnelle, l'activisme extrémiste et la formation politique des militaires et des policiers. Lors du renversement du péronisme en 1955, comme le père Meinvielle, Genta considère que Perón a ouvert la voie au communisme en octroyant aux travailleurs et aux plus démunis des privilèges tenus pour « injustifiables/ [21] ». La persécution et la proscription des péronistes entamées en 1955 ne suffisent pas à Jordán Bruno Genta, qui voit les « communistes » s'infiltrer dans tous les milieux. Il demande alors aux militaires de réagir : « Conscients de la décomposition maçonnique et communiste qui menace déjà l'existence même de la patrie, nous, catholiques, nationalistes et hiérarchiques, nous entreprenons la lutte pour le Christ et pour la restauration de la patrie dans le Christ [22]. »

Au début des années 1960, le professeur Genta est appelé par l'armée de l'air/ [23] Il est chargé de rédiger les supports de cours pour l'École de commandement et d'état-major de cette force armée. Peu après, ces textes sont désignés par le commandant en chef comme « précision doctrinaire » destinée à tout le personnel. Jordán Bruno Genta enseigne aux aviateurs que la seule option « saine » face au système politique libéral « pourri » est une « dictature militaire catholique ». De cette expérience de formation naît un autre des ouvrages classiques de la pensée contre-révolutionnaire argentine, *Guerre contre-révolutionnaire : doctrine politique*, publié par la maison d'édition Ordre nouveau. Écrit dans un style de catéchèse très proche de *Pour qu'il règne* de Jean Ousset, rempli de citations en bas de page et comprenant quelques passages surprenants - tel celui consacré à la « soumission volontaire » de la femme dans le mariage -, ce livre a connu plusieurs réimpressions et est encore considéré comme un texte de référence dans plusieurs écoles militaires/ [24].

L'apport du catholicisme intransigeant français

L'endoctrinement exercé sur les militaires argentins par les hommes de l'extrême droite et du catholicisme

intransigeant connaît un véritable regain avec l'apport de laïcs et de religieux français cherchant à poursuivre hors de France leur combat contre le communisme. Grâce au père Meinvielle, au carrefour des catholicismes intransigeants français, espagnol et argentin/ [25], deux « oeuvres » françaises étroitement liées entre elles et très engagées dans la cause de l'Algérie française, commencent à travailler pour la défense de la « civilisation occidentale et chrétienne ». Il s'agit de la Congrégation des coopérateurs paroissiaux du Christ-roi et des laïcs de La Cité catholique. Cet apport français se fait sur deux plans : d'une part, le rayonnement de ces deux oeuvres dans le milieu militaire a pour résultat l'emploi de « retraites spirituelles » comme méthode d'endoctrinement politique et moral. D'autre part, une explication manichéenne de la décolonisation française nourrit et renforce l'interprétation de la guerre froide construite par les militaires argentins.

Même si le sujet mériterait un développement plus important, il faut mentionner l'influence de l'Espagne franquiste comme modèle pour ce catholicisme intransigeant. Aux yeux de ces catholiques argentins, l'insurrection des franquistes contre la République espagnole en 1936 constituait un exemple à suivre : ils y voyaient le seul moyen de provoquer un sursaut salutaire dans la société argentine. Si l'Espagne de la guerre civile était comme un miroir où se reflétait l'avenir du pays et du catholicisme local, l'Espagne résultant de la victoire des putschistes était vue comme un modèle d'organisation de la société et de l'économie qu'il convenait d'implanter en Argentine/ [26] Selon eux, la guerre civile espagnole était avant tout une guerre de religion, dont la politique était subordonnée aux exigences d'une victoire du catholicisme sur ses ennemis, ce qui synthétisait parfaitement leur manière de comprendre la politique. Comme leurs « camarades » nationaux-catholiques espagnols, les catholiques intransigeants argentins souhaitaient que leur amalgame de la nation, de la citoyenneté et de la religion catholique devînt une réalité/ [27].

La Congrégation des pères coopérateurs fait ses premiers pas en Argentine en 1954, grâce aux religieux déjà présents en Uruguay. Les progrès réalisés dans la province d'Entre-Ríos déterminent l'envoi des premiers religieux pour poursuivre le développement de l'oeuvre en Argentine : les pères [Georges Vinson](#) et Joseph Chénard arrivent en septembre 1954. D'autres suivent, tels que les pères Georges Grasset [« [Le soldat du Christ, Georges Grasset](#) » et Confesseur personnel de Jorge Videla. Note de El Correo] (septembre 1957), Victor Sarat (juillet 1958), François Volle (janvier 1960) et les séminaristes Terrot et Millet [28]. À Buenos Aires, les pères coopérateurs sont accueillis, pour les retraites, dans la maison où le père Meinvielle est aumônier. L'agitation antipéroniste vécue par une partie du catholicisme argentin favorise l'implantation de la Congrégation, qui est reçue avec enthousiasme par certains évêques argentins/ [29] L'acharnement anticommuniste de ces religieux français fait le reste, expliquant leur rapide succès. Grâce à leurs positions, les pères coopérateurs bénéficient du soutien du chef de l'Église catholique locale, Mgr Antonio Caggiano. Cardinal-primat et vicaire aux armées, Mgr Caggiano se montre très favorable à l'introduction des « retraites spirituelles » dans les casernes comme moyen de combattre « l'infiltration communiste », domaine dans lequel les pères coopérateurs ont une expérience préalable importante/ [30] Les « retraites spirituelles » sont instaurées, pendant les années 1960, par l'armée de terre, en complément de la formation militaire et pour remonter le moral des officiers et des soldats face aux « tentations communistes »/ [31] Ainsi en témoigne une circulaire distribuée par le lieutenant-colonel Carlos Enrique Laidlaw, chef d'un régiment ayant accueilli une retraite des pères coopérateurs. Communiquant l'approbation par le haut commandement de la tenue de la retraite, dans un style où le lexique militaire se mêle au langage des exercices spirituels, Laidlaw la définit comme une « manoeuvre providentielle d'ordre spirituel qui permettra [aux soldats] d'atteindre le maximum de leur morale de combat contre le communisme idéologique et pratique qui nous guette [32] ».

Le message délivré par les pères coopérateurs peut être défini comme un véritable endoctrinement. Dans leurs retraites, la prédication abandonne très rapidement le terrain spirituel pour s'orienter vers celui de la politique : toute pensée libérale, progressiste ou de gauche est condamnée ou stigmatisée comme une forme de péché. Les pères co-opérateurs s'efforcent d'éclairer les soldats sur les multiples facettes que le marxisme « satanique » peut revêtir dans un monde moderne déchristianisé et entraîné dans un processus de « soviétisation » accéléré. Pendant les cinq jours d'enfermement que comporte une retraite, le but est de renforcer la délimitation nette et claire des champs du Bien et du Mal. Ce dernier est défini d'une manière très large, ce qui permet de brasser une énorme quantité d'exemples et de combinaisons, et de se livrer à des amalgames entre politique, religion, sociologie sommaire, corporatisme et antisémitisme ordinaire, d'où découle la construction d'un ennemi multiforme/ [33]. La

retraite cherche à susciter « *la haine à partir du malheur, une haine passionnée, militante, chassant le Mal et tous ses alliés, une haine qui réussira à barrer toutes les avenues du péché, à craindre la tentation et à se consacrer à une guerre sans merci contre lui. La réaction salutaire [doit] se produire ensuite* »/ [34] ».

Les recherches sur les publications de cette congrégation nous ont donné un aperçu de l'intense activité déployée par ces religieux dans plusieurs enceintes militaires, dont nous ne pouvons fournir ici qu'une liste succincte./ [35]. Par leurs interventions, ces religieux français ont beaucoup contribué à influencer la manière dont les militaires argentins concevaient les racines des conflits sociaux et les solutions que les hommes en armes pouvaient apporter.

La Ciudad católica argentina en renfort

Le travail des pères coopérateurs va trouver une aide précieuse dans une oeuvre laïque dont ils ont été très proches en France et qui s'implante en Argentine à la même époque. En mars 1959, à l'initiative de Georges Grasset, prêtre coopérateur, et de Robert Pincemin, ancien chef de la milice de l'Ariège, naît *La Ciudad católica argentina* (CCA), organisation soeur de *La Cité catholique*, fondée par Jean Ousset en 1949 en France. La filiale argentine va rassembler d'anciens collaborationnistes et de nouveaux arrivants en provenance d'Algérie/ [36] Paradoxalement, cette oeuvre est organisée sur le modèle léniniste du parti clandestin, à partir de « cellules » qui mènent une action discrète afin de recruter des adeptes. La CCA publie en outre la revue *Verbo*, l'une des entreprises éditoriales les plus durables du catholicisme intransigeant argentin, que l'on pouvait trouver très facilement dans les bibliothèques militaires comme celles de l'École supérieure de guerre ou du Cercle militaire. [37].

À ses débuts, la Ciudad católica argentina est présidée par l'ingénieur Mateo Roberto Gorostiaga, remplacé en 1967 par Carlos Alberto Sacheri. À partir de là, les hommes de la CCA s'engagent dans une intense campagne d'« éclaircissement » et d'endoctrinement axée sur la « pénétration communiste » dans l'Église catholique et le milieu universitaire argentins, sujets sur lesquels Sacheri fait figure de spécialiste/ [38]. Profitant de ses relations familiales dans l'armée (son père était général), Carlos Alberto Sacheri parcourt les casernes pour créer des cellules de l'oeuvre et faire participer les officiers à des « cours de formation » et autres activités dont il est l'animateur. Il affirme avoir « découvert » un mouvement clandestin à l'intérieur de l'Église catholique argentine visant à la noyauter. En ce qui concerne l'Université, Carlos Alberto Sacheri considère les progrès des péronistes et des différents courants marxistes dans les syndicats étudiants comme une infiltration et une manipulation des « agents communistes ». Ce sont, d'après lui, des manifestations claires et nettes de l'effondrement de la « civilisation occidentale et chrétienne » en Argentine. En mars 1973, avec la fin de la dictature militaire entamée en 1966, la montée en puissance des mouvements de guérilla, la radicalisation des ouvriers et des étudiants, et le retour de la démocratie, les analyses des hommes du catholicisme intransigeant et de l'extrême droite semblent se confirmer.

Dans ce contexte, la Ciudad católica argentina radicalise son discours en direction des militaires et des catholiques, appelant à « purifier » l'Argentine, au besoin dans un « bain de sang ». Son président encourage le public à s'engager sans hésitation dans le combat « chrétien » :

« Croyez-moi, affirme Sacheri, je n'exagère absolument pas mes propos. [...] Sans effusion de sang, il n'y a pas de rédemption possible. [...] Je ne crois pas verser dans la prophétie facile, parce que ce sont des faits issus de la réalité : l'Argentine de 1973 va beaucoup saigner, et si nous, les catholiques, des étudiants catholiques, ne sommes pas disposés à verser notre sang dans un militantisme héroïque, l'Argentine sera marxiste et non pas catholique./ [39] »

De fait, un an après, Carlos Alberto Sacheri tombe sous les balles d'un commando de la guérilla. Sous le choc de l'assassinat de son président, la Ciudad católica argentina fait traduire et publier un essai signé par le capitaine Gérard de Cathelineau et Jean Ousset, qui avait fait du bruit en France à l'époque de la guerre d'Algérie. La Cité catholique justifiait dans ce long article l'emploi de la torture contre tous ceux qui s'opposaient à « l'ordre naturel » voulu par Dieu. Dans le contexte de la guerre coloniale, les opposants à cet « ordre naturel » étaient les

indépendantistes algériens et l'ordre attaqué était le colonialisme français en Afrique du Nord. Transposé dans l'Argentine de 1975, « l'ordre » attaqué est le capitalisme et les responsables de ce « crime de révolution » doivent être arrêtés et châtiés par n'importe quel moyen. S'agissant d'une attaque contre l'ordre voulu par Dieu, tout est permis et pardonné aux « défenseurs » de cet ordre/ [40].

La doctrine de la guerre révolutionnaire

Cette fiévreuse activité d'endoctrinement menée par des catholiques intransigeants et des hommes de l'extrême droite à l'intérieur du milieu militaire argentin pendant les années 1955-1976 trouve dans la doctrine de la guerre révolutionnaire française un soutien d'une importance énorme/ [41]. À l'origine de la doctrine se situe une réflexion sur la défaite française en Indochine. Cette référence à la colonisation explique son implantation très réussie. Certains aspects de cette doctrine reprennent et actualisent plusieurs représentations et idées fondamentales de la construction de l'ennemi dans l'imaginaire militaire argentin. Si l'endoctrinement exercé par le catholicisme intransigeant et l'extrême droite constitue un appui spirituel aux futurs exécuteurs du terrorisme d'État en Argentine, la Doctrine de guerre révolutionnaire leur fournit un répertoire technique, moderne, pour ce faire. Elle s'implante donc dans un terrain soigneusement préparé à l'avance, comme l'a bien montré Gabriel Périès. [42]. Moins connue que l'influence exercée par la doctrine de la sécurité nationale états-unienne, mais beaucoup plus profonde, la doctrine de guerre révolutionnaire permet d'inscrire tous les conflits locaux dans le cadre d'une « lutte pour la civilisation », ce qui convient parfaitement à une mentalité militaire modelée par des catholiques intransigeants et des extrémistes de droite.

L'un des éléments clés pour comprendre l'implantation de la doctrine en Argentine est la présence d'un officier argentin à l'École supérieure de guerre de Paris (ESG), qui est à l'origine du développement des rapports militaires entre la France et l'Argentine pendant les années 1955-1966 : le lieutenant-colonel Carlos Jorge Rosas, stagiaire dans cette école militaire (1953-1955). De retour en Argentine, il propose certains changements dans l'organisation de l'armée de terre argentine, notamment au niveau de l'état-major, en s'inspirant du modèle français/ [43] Officier francophile, deuxième de sa promotion à l'ESG française, Carlos Jorge Rosas est très favorable à un renforcement de la présence militaire française en Argentine qui contrebalancerait l'influence américaine./ [44] Pour parvenir à ses fins, il se sert de ses fonctions à l'état-major et à l'École supérieure de guerre argentine, dont il est le sous-directeur et le responsable des études de 1955 à 1959. En outre, il engage des officiers français pour donner des cours, des conférences et animer des discussions dans les écoles de l'armée de terre. Les règlements et instructions en vigueur en France concernant « l'arme psychologique » et la guerre révolutionnaire sont ainsi connus des militaires qui suivent des cours à l'École supérieure de guerre argentine./ [45]. Les enseignements des officiers français portent sur les expériences de lutte clandestine pendant la Seconde Guerre mondiale, les combats en Indochine, le théâtre de guerre algérien ou la situation de l'Argentine par rapport à « la progression du communisme international ».

Du fait de l'initiative du colonel Rosas, l'influence française s'étend aux exercices militaires et à la définition d'hypothèses de conflit engageant l'armée de terre argentine. La doctrine de guerre révolutionnaire devient, très vite, l'approche dominante en matière de contre-guérilla. En mars 1960, ce qui était jusqu'alors le résultat de liens personnels entre officiers argentins et français devient un accord, signé entre l'armée de terre française et le secrétariat à la Guerre argentin, afin de donner un cadre institutionnel et un nouvel élan à ces échanges [46]. Le colonel Rosas aspire au poste de commandant en chef et l'influence française progresse parallèlement à son ambition. La représentation diplomatique française à Buenos Aires, elle, se montre très active pour appuyer et donner suite aux demandes de soutien du colonel Rosas et du petit groupe d'officiers qui le suit. [47].

Pourtant, le colonel Rosas est loin d'être un « apôtre » de la guerre révolutionnaire ou un « croisé » de la lutte pour la « civilisation occidentale » à la manière des officiers gagnés à cette doctrine. Étant l'un plus jeunes de sa promotion

à être arrivé au grade de général, il représente l'un des rares officiers qui manifeste une indifférence envers la religion catholique, au point que ses camarades le considèrent comme « athée ». Le colonel Rosas se déprend rapidement de la nouveauté ; il considère la guérilla et la violence politique et sociale comme des problèmes relevant davantage de la police ou d'un appareil d'État démocratique que des militaires. Même si la doctrine de guerre révolutionnaire n'a aucun rapport avec la situation politique et sociale de l'Argentine d'après 1955, elle s'impose comme l'approche doctrinaire dominante dans l'armée de terre. Pour les militaires argentins, les péronistes révoltés et toute contestation de l'ordre établi faisaient partie de la « pénétration communiste » évoquée par la doctrine.

La conjonction entre, d'une part, l'endoctrinement exercé par le catholicisme intransigeant et, d'autre part, l'extrême droite et l'implantation de la doctrine de guerre révolutionnaire dans le milieu militaire peut donc être vue comme l'antichambre du terrorisme d'État en Argentine. La légitimation de la « guerre sale » fut donc forgée à partir de ces influences. Les barbaries commises contre les détenus politiques sous la dernière dictature militaire nécessitaient des exécuteurs totalement convaincus de la légitimité de tels actes. Dans ce cadre, sous couvert du pardon chrétien accordé aux exécuteurs du terrorisme d'État, tout était permis pour vaincre et assurer le triomphe des défenseurs de l'ordre établi, peint aux couleurs d'un « ordre naturel » voulu par Dieu.

La Cité catholique, La Ciudad católica argentina, les pères coopérateurs, le père Meinvielle, Carlos Alberto Sacheri et Jordán Bruno Genta, parmi d'autres que nous n'avons pas encore étudiés, ont tout fait pour convertir les militaires argentins en « soldats chrétiens » persuadés de lutter pour la défense de la « civilisation occidentale et chrétienne ». Ce sont donc des extrémistes et des fondamentalistes qui ont pris en charge la formation morale et politique des militaires argentins pendant des décennies et, si l'on en croit les conséquences et les séquelles de l'application du terrorisme d'État en Argentine, ils ont bien fait leur travail : encore aujourd'hui, les militaires ainsi qu'une bonne partie de la société argentine affirment que les années 1970 ont été le cadre d'une « guerre » juste où la condition de nation catholique de l'Argentine était en jeu.

Mario Ranalletti

<https://doi.org/10.3917/ving.105.0045> class='spip_out' rel='external'>Cairn.info, le 1er janvier 2010

Mario Ranalletti est enseignant-chercheur à l'UNTREF (Université nationale « Tres de Febrero », Argentine) après des études en Argentine et en France (doctorat de l'IEP de Paris). Il est rattaché à l'Institut d'études historiques de l'UNTREF, codirecteur du Centre d'études sur la mémoire et le temps présent (UNTREF). Spécialiste du terrorisme et contre-terrorisme d'État et de la « doctrine de la guerre révolutionnaire » française, il travaille également sur les violences extrêmes (Balkans, Indonésie, Argentine) et l'écriture de l'histoire au cinéma. Il a enseigné et travaillé au CERI Sciences Po Paris, à Rennes 2, et à l'Université de Salamanque.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 29 janvier 2020

[1] Prudencio García, « El drama de la autonomía militar : Argentina bajo las juntas militares », Madrid, Alianza, 1995, p. 12.

[2] Émile Poulat, « Église contre bourgeoisie : introduction au devenir du catholicisme actuel », Tournai, Casterman, 1977, p. 34. À ce sujet, je tiens à remercier Étienne Fouilloux de ses remarques lors de ma soutenance de thèse.

[3] Voir Mario Ranalletti, « [Du Mékong au Río de la Plata : la doctrine de la guerre révolutionnaire. La Cité catholique et leurs influences en Argentine, 1954-1976](#) », thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2006.

[4] L'historien britannique Daniel James soutient que l'affrontement entre péronistes et antipéronistes, toujours considéré comme politique, cache un conflit entre classes sociales. (Daniel James, « *Resistencia e integración : el peronismo y la clase trabajadora argentina 1946-1976* », Buenos

Aires, Ed. Sudamericana, 1990)

[5] Loris Zanatta, « *Del Estado liberal a la nación católica : iglesia y Estado en los orígenes del peronismo, 1930-1943* », Bernal, Ed. de la Universidad nacional de Quilmes, 1996.

[6] « *Verbe : bulletin du Centre d'études critiques et de synthèse* », 1 et 2, 1946, p. 9.

[7] Sur ce sujet, voir l'excellent travail d'Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud : le modèle malgré lui*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2003, p. 106-107.

[8] Sur Julio Meinvielle, voir Jacques Villemonais, « Julio Meinvielle, maître et philosophe chrétien », *Lecture et tradition : bulletin littéraire contre-révolutionnaire*, 292, juin 2001, p. 1-8 ; Franck Lafage, « *L'Argentine des dictatures, 1930-1983 : pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire* », Paris, L'Harmattan, 1991, p. 31-36.

[9] Enrique Zuleta Alvarez, « El nacionalismo argentino y la historiografía contemporánea », in *Noveno congreso nacional y regional de historia Argentina*, Rosario, 26-28 septembre 1996, Buenos Aires, Academia nacional de la historia, p. 5.

[10] Plusieurs personnes interrogées au cours des entretiens menés pour cette recherche ont souligné le rôle central du père Meinvielle pour une génération de catholiques engagés dans les rangs de la contre-révolution. Esteban Trento, militant catholique, considère que Julio Meinvielle fut le plus influent des formateurs appartenant au catholicisme intransigeant. En outre, le ministre des Affaires étrangères de la dernière dictature militaire, le politologue Oscar Camilión, raconte dans ses Mémoires des anecdotes très significatives sur le bouillonnement culturel du milieu des dirigeants catholiques où le père Meinvielle endoctrinait ses adeptes. Enfin, le supérieur de la Congrégation des coopérateurs paroissiaux du Christ-roi nous a confié qu'il avait décidé de devenir prêtre en suivant un cours du père Meinvielle. Voir Oscar Camilión, « *Memorias políticas : de Frondizi a Menem (1956-1996)* », Buenos Aires, Planeta/Todo es historia, 2000, p. 23 ; entretien avec le père Hernán Pereda-Bullrich, 10 mars 2005 ; échange de courriers électroniques avec Esteban Trento, février-mars 2006.

[11] Loris Zanatta, *op. cit.*, p. 53.

[12] Père Julio Meinvielle, Buenos Aires, Ed. Cursos de cultura católica, 1936.

[13] Julio Meinvielle, « Las dos Argentinas », in *id.*, « *Política argentina, 1949-1956* », Buenos Aires, Tráfico, 1956, p. 230-231

[14] Dans un recueil d'articles qui a fait partie de la bibliographie des cours à l'École supérieure de guerre de Buenos Aires et à l'École militaire pendant des décennies, le père Meinvielle affirmait que Juan Domingo Perón était l'équivalent d'Alcalá Zamora dans l'Espagne prérévolutionnaire ou d'Alexandre Kerenski dans la Russie présoviétique : il pouvait avoir de bonnes intentions, mais sa politique aiguësait la lutte des classes et conduisait directement au communisme. Voir Julio Meinvielle, « Populismo », in *id.*, *Política argentina, op. cit.*, p. 122-123.

[15] Antonio Caponetto, *Jordán Bruno Genta : semblanza*, Buenos Aires, Santiago Apóstol, 2004, p. 5-8.

[16] « La formación de la inteligencia ético-política del militar argentino » [1941], in Jordán Bruno Genta, *Acerca de la libertad de enseñar y la enseñanza de la libertad*, Buenos Aires, Dicitio, Biblioteca del pensamiento nacionalista argentino VII, 1976, p. 36-55.

[17] Jordán Bruno Genta, *El nacionalismo argentino*, Buenos Aires, Ed. cultura argentina, 1972, p. 23 ; Jordán Bruno Genta, « La democracia nos lleva al comunismo », *Combate*, 79, 1960, p. 2.

[18] Conférence faite le 30 juin 1943 au Cercle militaire de Buenos Aires, intitulée « *La función militar en la existencia de la libertad* » (la fonction militaire dans l'existence de la liberté). Celle-ci a été reproduite dans la revue officielle de l'armée de terre argentine : *Revista militar*, juin 1943, p. 3-17.

[19] Enrique Díaz Araujo, « *El G.O.U. en la revolución de 1943 : una experiencia militarista en la Argentina* », Mendoza, Centro de investigaciones de la facultad de ciencias políticas y sociales de la Universidad nacional de Cuyo, 1970 ; Robert A. Potash, *Perón y el G.O.U. : los documentos de*

una logia secreta, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1984, p. 25-43.

[20] Antonio Caponetto, *op. cit.*, p. 6-7.

[21] Jordán Bruno Genta, « Lo nacional no es lo popular », *Combate*, 54, 1958, p. 1. Le professeur Genta attribuait au péronisme un caractère « satanique ». Cette étrange définition m'a été fournie par deux personnes qui ont eu Genta comme professeur de philosophie aux débuts des années 1970. D'après Genta, c'était la seule façon d'expliquer la popularité que le péronisme avait réussi à conserver auprès des masses populaires. Les personnes interrogées ne m'ont pas autorisé à mentionner leurs noms.

[22] Jordán Bruno Genta, « Nuestra definición », *Combate*, 1, 8 décembre 1955, p. 2.

[23] Jordán Bruno Genta est le conseiller de quelques officiers supérieurs, notamment le brigadier Gilberto Hildalgo Oliva (numéro 2 de cette force armée entre 1962 et 1964) et le *commodore* Agustín de la Vega, *leader* du groupuscule extrémiste appelé Légion nationaliste contre-révolutionnaire, d'après les informations données par son gendre. Voir Mario Caponetto, « Legión al país », *Combate*, 130, 1965, p. 1 ; Mario Caponetto, « No a las urnas », *Combate*, 129, 1965, p. 1.

[24] Cet ouvrage a reçu le *nihil obstat* (approbation du censeur diocésain pour la publication de sujets relatifs à la foi ou à la morale) de l'archevêché de Buenos Aires sous l'égide de Mgr Antonio Caggiano, cardinal primat de l'Argentine.

[25] Ces contacts semblent remonter à la campagne contre Jacques Maritain, lorsque les attaques du père Meinvielle lui avaient ouvert les portes des cercles anti-Maritain en France, notamment par le truchement du père Reginald Garrigou-Lagrange et de Marcel da Corte. Les écrits de Julio Meinvielle y étaient diffusés par les pères coopérateurs et par [Jean Ousset](#), fondateur et *leader* de La Cité catholique. Par exemple, après la chute du péronisme, la revue *Verbe*, dirigée par Jean Ousset, propage les idées de Meinvielle sur la situation politique en Argentine. En même temps, l'ouvrage le plus important de Julio Meinvielle sur l'histoire de la pensée catholique est traduit et publié en France par Jean Ousset. La Cité catholique connaîtra une certaine célébrité en 1958-1960 du fait de son engagement en faveur des officiers accusés d'avoir employé la torture contre les prisonniers algériens dans le cadre de la lutte pour l'indépendance de cette colonie. Le père Meinvielle leur rend la pareille en Argentine. Voir l'abbé Jules Meinvielle, *De Lamennais à Maritain (quelques aspects de la philosophie sociale et politique de J. Maritain)*, Salon-de-Provence, La Cité Catholique, 1956 ; « Libros excelentes », *Avanzar*, 10 (103), mars 1954, p. 64 ; « On nous a écrit », *Verbe*, 73, décembre 1955, p. 92-94 ; père Julio Meinvielle, « El significado de la canonización de Pío X », *Diálogo*, 1, printemps 1954, p. 13-14 ; Raphaëlle de Neuville, *Jean Ousset et La Cité catholique*, Paris, Dominique Martin Morin, 1998.

[26] Julio Meinvielle, *Qué saldrá de la España que sangra*, Buenos Aires, Ed. jóvenes de la Acción católica argentina, 1937, p. 38.

[27] Pedro Castón Boyer, « L'idéologie du national-catholicisme espagnol », in Valentine Zuber (dir.), *Un objet de science, le catholicisme : réflexions autour de l'oeuvre d'Émile Poulat (en Sorbonne, 22-23 octobre 1999)*, Paris, Bayard, 2001, p. 161-162. Sur cet amalgame pour le cas argentin, consulter les travaux de Loris Zanatta.

[28] Père Victor Sarat, « L'année 1960 en Amérique », *Marchons !*, 295, mars 1961, p. 78 ; entretiens avec le père Hernán Pereda-Bullrich (supérieur de la Congrégation), Rosario, 10 mars 2005 et 8 octobre 2006.

[29] « Nouvelles à travers le monde », *Marchons !*, 194, juin 1952, p. 83.

[30] Cette expérience a été acquise en Espagne pendant les années 1940. Voir « Marcha de la Obra : Tandas de Ejercicios », *Avanzar*, 6 (54), février 1950, p. 54. La retraite pour ce régiment se répète du 28 novembre au 4 décembre 1950 ; « Marcha de la obra : tandas de ejercicios », *Avanzar*, 7 (65), janvier 1951, p. 21.

[31] Depuis 1958, l'armée de terre argentine a pris plusieurs dispositions visant à prévenir la « pénétration communiste » dans ses rangs. Voir le secrétariat à la Guerre, « Disposiciones provisorias de defensa contra el Comunismo », bulletin réservé du secrétariat à la Guerre, 3751, 16 octobre 1958, p. 1247 ; bulletin confidentiel du secrétariat à la Guerre, 262, 24 septembre 1959, p. 1.

[32] « Marcha de la obra en el mundo : Argentina », *Avanzar*, 20 (231-232), novembre-décembre 1964, p. 322-323.

[33] Notre source sont les comptes rendus publiés dans les trois revues de la Congrégation : *Marchons !* (France) ; *Avanzar* (Espagne) et *Valor !* (Argentine). Sur ce sujet, nous avons également recueilli le témoignage d'un ancien « retraitant » français chez les pères coopérateurs.

[34] Père Georges Grasset, *Minidirectoire pour les exercices de saint Ignace*, Paris, Éd. du Cèdre, 1981, p. 85. En ce qui concerne ces exercices, Grasset est considéré comme le représentant de l'école « politique » ou « civique » en Argentine.

[35] Unités et écoles de l'armée de terre argentine : régiment d'infanterie mécanisé n° 4, Monte-Caseros, province de Corrientes ; régiment d'infanterie mécanisé n° 5, Bahía Blanca ; régiment d'infanterie n° 4 et compagnie d'ingénieurs n° 3, Monte-Caseros, Corrientes ; École de mécanique « Lieutenant-colonel Fray Luis Beltrán », Buenos Aires ; régiment n° 4, à Monte Caseros, Corrientes ; régiment d'infanterie n° 6, Concordia, Entre Ríos ; groupe d'artillerie n° 4, à Campo de los Andes, Mendoza ; bataillon n° 121, Rosario, Santa Fe ; unités de la marine, base navale Port Belgrano, Bahía Blanca ; unités de l'armée de l'air, 5e brigade aérienne, base Villa Reynolds, San Luis ; forces de sécurité, École supérieure de la gendarmerie, général de brigade Manuel María Calderón, Buenos Aires. Avec le soutien de plusieurs évêques, les interventions des prêtres coopérateurs se sont multipliées dans les trois forces armées et dans les forces de sécurité, notamment la police et la gendarmerie, tout au long des années 1960.

[36] Geneviève Verdo, « Les Français d'Afrique du Nord en Argentine : bilan provisoire d'une migration (1964-1988) », mémoire de maîtrise, Université Paris-I, 1989, p. 34-39 ; Xavier Boniface, *L'Aumônerie militaire française, 1914-1962*, Paris, Cerf, 2001 ; Mario Ranalletti, *op. cit.* ; Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2004 ; Rémi Kauffer, *OAS : histoire d'une guerre franco-française*, Paris, Seuil, 2002.

[37] Il est étonnant de trouver beaucoup plus d'exemplaires de cette revue dans ces bibliothèques qu'à l'Université catholique argentine, où Carlos Alberto Sacheri était enseignant et chercheur.

[38] Carlos Alberto Sacheri est enseignant et directeur d'un département à la faculté de droit à Buenos Aires, responsable de plusieurs enseignements à l'Université catholique argentine et chercheur au Conseil national de la science et la technologie (CONICET), dont il deviendra le secrétaire en 1973. Pour de nombreux catholiques, il était l'un des dirigeants les plus lucides et les plus prometteurs au début des années 1970 en Argentine. En outre, il était en contact direct avec le Mgr Caggiano.

[39] S'appuyant sur l'épître aux Hébreux (9 : 14-22), Carlos Alberto Sacheri lance ce jugement téméraire en avril 1973, dans une conférence à la faculté de droit de l'Université catholique argentine, dont le texte sera publié sous forme de brochure en 1976. Voir Carlos Alberto Sacheri, « El universitario frente a la doctrina marxista », *Círculo de acción universitaria-agrupación misión*, Buenos Aires, 1976, p. 22-24.

[40] *El Centurión*, « Moral, derecho y guerra revolucionaria (I) », *Verbo : formación para la acción*, 157, octobre 1975, p. 16-30 ; *id.*, « Moral, derecho y guerra revolucionaria (II) », *Verbo : formación para la acción*, 158, novembre 1975, p. 7-30 ; *id.*, « Moral, derecho y guerra revolucionaria (III) », *Verbo : formación para la acción*, 159, décembre 1975, p. 39-53.

[41] Née des enseignements tirés par certains militaires français après la défaite indochinoise, la doctrine de la guerre révolutionnaire prône l'existence d'un nouveau type de guerre, dont le but n'est plus d'occuper un territoire ou de s'emparer des ressources économiques de l'ennemi, mais de contrôler les « âmes » et les « coeurs » des populations. Il s'agit donc d'un affrontement plus idéologique que militaire. Voir Marie-Catherine Dubreuil-Villatoux et Paul Villatoux, « La guerre et l'action psychologiques en France (1945-1960) », thèse de doctorat, Université Paris-I, 2002 ; François Géré, « La pensée et la politique militaires françaises sous la Quatrième République, de la guerre totale à la guerre révolutionnaire : conception et emploi de l'arme psychologique », thèse de doctorat, Université Paris-III, 1993 ; colonel Charles Lacheroy, « La stratégie révolutionnaire du Viet-minh », *Le Monde*, Paris, 3 et 4 août 1954.

[42] Gabriel Périès, « De l'action militaire à l'action politique : impulsion, codification et application de la doctrine de la "guerre révolutionnaire" au sein de l'armée française (1944-1960) », thèse de doctorat, Université Paris-I, 1999, t. 1.

[43] Rogelio García Lupo, « Indagaciones : generales argentinos entre Francia y EE.UU. », *Clarín*, supplément « Zona », 22 avril 2001, p. 7.

[44] Ministère des Affaires étrangères, Archives diplomatiques (MAE-AD), archives du Quai d'Orsay, série B-Amérique 1952-1963, dossier 74 « Défense nationale, mars 1952-août 1963 », cote 18-7-1, note 404, lettre du colonel A. R. Bernard, attaché militaire, naval et de l'air près de

l'ambassade de France en Argentine à Monsieur le Ministre de la Défense nationale et des forces armées, 29 mars 1956.

[45] Les lieutenants-colonels de Naurois et Badié présentent à leurs collègues argentins la TTA 123 *bis* (Directive d'emploi des forces terrestres) et la DIT (Défense intérieure du territoire). Ils présentent également aux élèves de l'École supérieure de guerre argentine, dans leur propre langue, un règlement de 1956 (« Éléments de guerre psychologique ») et la TTA 117 (Instruction provisoire sur l'arme psychologique). Pour renforcer leurs exposés, ces officiers utilisent des exemples tirés des stages réalisés au Centre d'instruction d'Arzew et de leurs séjours en Indochine. Voir le lieutenant-colonel François-Pierre Badié, « La guerra psicológica » et le lieutenant-colonel Patrice J. L. de Naurois, « Guerra subversiva y guerra revolucionaria », *Revue de l'École supérieure de guerre argentine*, 16 (331), octobre-décembre 1958, p. 667-668, p. 687-702.

[46] MAE-AD, série B-Amérique 1952-1963, sous-série Argentine, dossier 74 « Défense nationale », cote 18-6-1.

[47] MAE-AD, archives du Quai d'Orsay, série B-Amérique 1952-1963, dossier 74 « Défense nationale, mars 1952-août 1963 », cote 18-7-1, note 404, le colonel A. R. Bernard, attaché militaire, naval et de l'air près de l'ambassade de France en Argentine à Monsieur le Ministre de la Défense nationale et des forces armées, 29 mars 1956.